

**COMITE INTER-ETATS DE LUTTE
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL
(CILSS)**

**COMMISSION EUROPEENNE
(CE)**

**PROGRAMME REGIONAL
"AMELIORATION DES INSTRUMENTS DU DIAGNOSTIC PERMANENT POUR
LA SECURITE ALIMENTAIRE REGIONALE" Phase III
(DIAPER III)**

EQUIPE CENTRALE D'ANIMATION

SITUATION DES ANALYSES/DIFFUSIONS

Laouali IBRAHIM - Analyste -

Equipe Centrale d'Animation
Centre AGRHYMET
BP : 11.011 - Niamey - NIGER

Février 1996

SOMMAIRE

INTRODUCTION.	2
CADRE GENERAL.	3
LES ACTIVITES EFFECTUEES.	4
Harmonisation du concept de sécurité alimentaire et élaboration d'un cadre d'analyse.	4
Institutionnalisation et renforcement des équipes d'analyse en outils informatiques, appui méthodologique et en moyens de diffusion.	4
Amélioration qualitative et quantitative des ressources humaines:	5
Mise à jour de la centrale d'information	5
Publications.	5
RESULTATS OBTENUS.	6
Burkina Faso:	6
Cap Vert.	7
Guinée Bissau.	8
Mali.	8
Mauritanie.	8
Niger.	8
Sénégal.	9
Tchad.	9

INTRODUCTION.

Les objectifs visés par la troisième phase de DIAPER en matière d'analyse et de diffusion de données se présentent comme suit:

- renforcer la capacité analytique des services nationaux et régionaux de chaque Etat membre du CILSS;
- diffuser en temps opportun aux décideurs politiques de ces pays et aux autres partenaires (bailleurs de fonds, ONG, etc.), l'information statistique analysée nécessaire à la prévision et au suivi de la situation alimentaire;

L'atteinte de ces objectifs devrait permettre de meilleures prises de décisions en matière de sécurité alimentaire afin:

- De mieux cibler et rationaliser les actions d'urgence,
- de formuler plus efficacement les programmes nationaux et régionaux à moyen et long terme.

Une quantité importante de données statistiques est régulièrement collectée chaque année. L'analyse a pour objet de transformer ces données statistiques brutes collectées sur le terrain en instruments de prise de décisions perceptibles par les différents décideurs(politiciens, techniciens, producteurs, commerçants, consommateurs etc...) afin d'atteindre les objectifs cités plus haut.

Cela ne saurait se concrétiser sans un accroissement des capacités techniques, humaines et institutionnelles de chaque Etat et du CILSS à gérer sur ressources propres un système d'information efficace pour répondre aux besoins nationaux et régionaux des utilisateurs.

Les actions à développer portent essentiellement sur le développement institutionnel des structures d'analyse et la promotion des travaux d'analyse et leur utilisation efficiente par les instances de prise de décision par :

- la dynamisation des composantes nationales comme cadre de production coordonnée de travaux d'analyse afin qu'ils suscitent les rencontres du comité et répondent efficacement aux attentes des différents utilisateurs.
- la dynamisation des rencontres du comité de sécurité alimentaire à travers une publication régulière d'informations permettant de prendre les décisions qui s'imposent au regard des situations alimentaires des pays.

CADRE GENERAL.

Les missions d'évaluation programmation ont révélé que les activités d'analyse et diffusion des résultats d'enquête, telles qu'actuellement menées dans les différents Etats, sont plus ou moins régulières. Elles dépendent des moyens matériels et humains disponibles et de l'organisation en place. La qualité des documents produits en est aussi liée. La plupart ne sont que des compilations de tableaux bruts de statistiques collectées sur le terrain. Les quelques analyses qui sont faites répondent à une bonne partie des besoins des utilisateurs dans le domaine de l'alerte précoce. Des efforts doivent être entrepris en matière d'analyse économique afin d'identifier des actions structurantes pouvant garantir la sécurité alimentaire dans le moyen et long terme.

Sur un autre plan, les documents diffusés ne sont généralement pas comparables d'une édition à une autre et d'un pays à un autre. Il a été noté beaucoup de ruptures de publication, ce qui ne facilite pas les analyses et les synthèses régionales.

Suite à ce diagnostic du dispositif effectuée lors du C.D. précédent et compte tenu du souci d'internalisation des différentes activités du projet DIAPER, il est ressorti une nécessité de mettre sur pied dans chaque pays une équipe performante et permanente d'analyse et de diffusion des données pour la sécurité alimentaire. Cette activité devrait se réaliser selon les axes suivants:

1.) Harmonisation du concept de sécurité alimentaire et élaboration d'un cadre d'analyse des données pour l'aide à la prise de décision en matière de sécurité alimentaire. Le concept de sécurité alimentaire n'ayant pas la même signification chez tous les intervenants, plusieurs intervenants ont encore une perception partielle et conjoncturelle du concept. Cette vision sectaire a beaucoup affecté le cadre d'analyse. Il convient donc au prime abord de s'entendre au plan régional sur un cadre définissant les grands axes du concept, les indicateurs de suivi et le type de documents d'analyse à produire.

2.) Institutionnalisation et renforcement des équipes en place en outils d'analyse: équipements informatiques, logiciel d'analyse et méthodologie; L'ECA s'est déjà équipée en ces outils. Il s'agit simplement de les vulgariser au niveau des composantes nationales, ce qui a été entamé.

3.) Amélioration qualitative et quantitative des ressources humaines en place suivant deux axes:

- formation de courte durée sur les méthodes d'analyse quantitative et économique des situations alimentaires et nutritionnelles;

- formation sur le tas sur les pratiques d'analyse et la présentation des résultats: des travaux de base avec termes de référence ciblés et usage de l'outil informatique seront entamés dans tous les pays. Ce type de formation présente l'avantage de mieux structurer les plans des rapports d'analyse actuels. Il permettra également de montrer aux équipes comment transformer les informations contenues

dans les données statistiques en instruments d'aide à la prise de décision en matière de sécurité alimentaire.

4.) Mise à jour et gestion de bases de données afin de démarrer les analyses prospectives.

LES ACTIVITES EFFECTUEES.

En regard de ce cadre général, un certain nombre d'activités spécifiques ont été initiées tant sur le plan régional que dans les pays.

Harmonisation du concept de sécurité alimentaire et élaboration d'un cadre d'analyse.

Trois actions majeures ont été réalisées dans le cadre de cet objectif. Il s'agit de :

- L'élaboration des termes de référence de deux études sur le cadre d'analyse qui doit définir les documents à publier, leur contenu; et les maquettes standards pour améliorer la présentation des publications;

- L'élaboration des termes de références relatifs à la formation en analyse, formation qui doit faire le point sur le concept de sécurité alimentaire et les différentes méthodologies d'investigation;

- Compte tenu du retard qu'a pris le démarrage de ces études, une ébauche de grille de publication est en voie d'être terminée au niveau de l'ECA. Elle permettra de démarrer dès cette année des publications harmonisées dont le contenu sera amélioré pour faciliter les prises de décisions en matière de sécurité alimentaire. Elle est présentée dans la partie programmation.

Institutionnalisation et renforcement des équipes d'analyse en outils informatiques, appui méthodologique et en moyens de diffusion.

Les actions ont porté sur deux éléments principaux:

- L'équipement informatique a été acquis dans la plupart des pays.

- L'élaboration des termes de références pour une formation sur l'usage de l'outil informatique en analyse socio-économique des données.

Grâce à une dotation de fonds de 5 000 Ecu par pays, les activités de diffusion ont été activées dans tous les pays.

Cependant la situation institutionnelle de ces équipes n'est pas encore définitivement réglée. Les équipes structurées d'analyse n'existent que dans quatre pays à savoir

au Burkina Faso , au Mali, au Niger et au Sénégal. Au Tchad, la structure s'est affaiblie et mérite d'être relancée. Des problèmes institutionnels ne sont pas résolus en Guinée Bissau, et en Mauritanie.

Amélioration qualitative et quantitative des ressources humaines:

Les termes des références relatifs aux différents modules ont été élaborés mais le programme d'exécution connaît un retard de mise en oeuvre;

La formation sur le tas n'a pas pu avoir lieu faute de cadre analytique.

Mise à jour de la centrale d'information

Plusieurs activités ont été entreprises dans ce domaine. Sur la base des fichiers de la centrale d'information, un canevas de collecte a été élaboré et envoyé dans tous les pays. C'est ainsi que des informations complètes et embrassant plusieurs secteurs socio-économiques touchant la sécurité alimentaire ont été collectées et mises sous forme de base de données établie sur un tableur Excel. Ces séries allant de 1960 à 1995 ont fait l'objet de publication dans certains pays. Elles concernent plusieurs secteurs. Tous les pays ont entrepris la collecte sauf la Guinée Bissau.

Au niveau régional il a été mis au point une base de donnée sur le bilan céréalier de 1987 à 1995: Population, production, superficies, rendements, stocks d'ouverture/fermeture totaux et par habitant, importations totales et par habitant, aide alimentaire par produit et par habitant, exportations par produit, production par habitant, superficie exploitée par habitant, consommation apparente par habitant, etc... Une analyse rétrospective de ces données sera publiée dès mars prochain.

Enfin, deux termes de références ont été également rédigés dans le cadre des activités sur la centrale d'information. Il s'agit :

- des termes de références pour la remise en état de la centrale;
- des termes de référence pour la formation en gestion de la centrale d'information.

Publications.

Elles se rapportent aux résultats des différentes enquêtes. Des efforts importants ont été entrepris dans tous les pays sauf au Tchad, en Guinée Bissau et en Mauritanie.

En matière de publication, deux documents ayant subi quelques améliorations ont été publiés au niveau régional. Il s'agit de :

- la situation alimentaire céréalière ex-post 1994/95.

- et la situation alimentaire céréalière prévisionnelle 1995/96.

Ils ont été présentés à la réunion de prévention des crises alimentaires au Sahel, tenue cette année à Niamey du 23 au 24 Novembre 1995.

RESULTATS OBTENUS.

Les activités d'analyses et de diffusion ont repris dans tous les pays. La qualité des documents sans être encore idéale, a été beaucoup améliorée sur le plan des présentations (Sénégal, Mali, Burkina Faso) grâce à l'appui des animations locales. Les contenus n'ont pas subi de modification majeure et beaucoup reste à faire afin que les documents qui sont élaborés puissent efficacement servir dans l'aide à la prise de décision. Trois pays connaissent encore des problèmes majeurs en matière d'analyse et de diffusion de l'information. Il s'agit particulièrement de la Guinée Bissau, de la Mauritanie et du Tchad.

Globalement on distingue deux niveaux d'analyse qui sont entrepris suivant les pays:

- l'analyse intégrée qui fait appel à plusieurs données socio-économiques et qui est demandée par la plupart des décideurs se trouvent à un niveau de réalisation variable selon les pays en fonction des structures institutionnelles mises en place pour assurer une telle fonction. Généralement ce sont des structures comme les systèmes d'alerte précoce qui entreprennent ces analyses pluridisciplinaires mais elles ne débouchent que sur des propositions d'éléments d'aide à la prise de décision dans le cadre des situations d'urgence. L'analyse complète applicable au court moyen et long terme est faiblement entreprise. Cependant, grâce aux travaux de collecte de séries historiques de données entreprises cette année, plusieurs pays ont amorcé ce type d'analyse (Burkina Faso, Mali). Un appui supplémentaire de la part de l'ECA est nécessaire pour améliorer davantage ces analyses.

- l'analyse sectorielle qui fait suite à la publication des résultats des enquêtes a quant à elle connu beaucoup d'améliorations cette année tant sur le plan de la présentation des documents qui sont publiés qu' en ce qui concerne leur contenu.

- l'analyse prospective n'est pas encore entreprise dans tous les pays.

La situation de ces activités par pays se résume comme suit :

Burkina Faso:

Avec l'existence de la cellule technique du comité de coordination de l'information pour la sécurité alimentaire, il existe un cadre institutionnel formel réalisant les analyses. Elles sont utilisées comme document de travail dans les réunions du comité de réflexion sur la politique céréalière jouant le rôle de comité de sécurité alimentaire. Cette cellule est dotée de moyens matériels et de ressources humaines

en quantité suffisante. Elle publie régulièrement un bulletin mensuel de suivi de la situation alimentaire entre avril et décembre et un bulletin bimestriel le reste de l'année. Les analyses effectuées ne concernent que l'alerte précoce et méritent d'être affinées pour mieux répondre aux besoins des décideurs politiques auxquels les différents bulletins sont principalement destinés. La banque mondiale appuie cette cellule dans le cadre des analyses sur l'alerte précoce et les situations nutritionnelles.

D'autres documents relatifs aux résultats des enquêtes agricoles, suivi des marchés à bétail et des marchés céréaliers sont régulièrement publiés. Le niveau d'analyse peut être amélioré ce qui facilitera l'exploitation de ces travaux et leur incorporation dans des publications plus synthétiques d'information sur la sécurité alimentaire.

Quant à la centrale d'information, grâce à l'appui de l'animateur local, elle continue à être renseignée en attendant sa remise en état au niveau régional. Plusieurs informations ont été collectées sur plusieurs années. Ces séries ont même fait l'objet de publications importantes comme l'analyse des productions, des rendements et des superficies emblavées au Burkina Faso durant les dix dernières années. Une autre publication est en cours. Son contenu sera amélioré avec l'appui de l'ECA et servira de point de départ pour une analyse prospective.

Cap Vert.

Il existe une structure officielle d'analyse pour la sécurité alimentaire. Elle est logée au sein de la CNASA (Comité National de la Sécurité Alimentaire). Elle publie trimestriellement un bulletin d'analyse sur la sécurité alimentaire du pays. Cependant, ce dernier reste limité à l'alerte précoce. C'est un bulletin assez complet qui fait régulièrement le point sur :

- l'évolution de la campagne agricole;
- la situation phytosanitaire;
- la situation nutritionnelle et sanitaire;
- les approvisionnements alimentaires;
- les stocks des principaux produits alimentaires;
- les prix;
- la couverture des besoins;
- l'état sanitaire et nutritionnel des populations;
- des conclusions et recommandations.

Les données pouvant servir à la mise à jour de la centrale d'information sont collectées même si elles n'ont pas fait l'objet encore d'une publication. Ainsi, les conditions sont réunies pour entamer les analyses de structures et prospectives sur la sécurité alimentaire au Cap Vert.

Guinée Bissau.

Le Bureau de Planification de la Sécurité alimentaire (BPSA) constituait un point focal autour duquel se réalisent beaucoup d'analyses en matière de sécurité alimentaire. Depuis un certain temps, ce bureau n'assure plus ces analyses pour des raisons non encore élucidées.

La centrale d'information est hors d'usage et la collecte de données dans le cadre de sa remise à jour n'est pas achevée.

Mali.

Les activités d'analyse et de diffusion de données se déroulent normalement tant au niveau des cellules pluridisciplinaires comme la cellule de planification et de statistique (CPS) du ministère du développement rural qu'au niveau des services responsables des différentes enquêtes. Plusieurs documents assez importants relatifs aux différentes enquêtes ont été régulièrement diffusés.

Grâce aux importants travaux de mise à jour de la centrale entrepris, un document d'analyse structurelle de la situation alimentaire du Mali est en voie de publication. Ce document, renfermant beaucoup d'informations utiles à la prise de décision sera repris et amendé avec l'appui de l'ECA afin de lui donner un contenu pouvant déboucher sur des recommandations d'aide à la prise de décision.

Mauritanie.

Le projet d'Informations rurales a démarré ses activités à la direction des ressources agro-pastorales. Ce regroupement devait permettre une meilleure valorisation des travaux du service des statistiques à travers la constitution d'une équipe d'analyse, pluridisciplinaire, composée d'agro-économistes, de statisticiens et d'économistes. Ce cadre institutionnel n'est pas encore totalement au point et les quelques publications qui sont entreprises sont irrégulières.

Sur un autre plan, la collecte des séries statistiques pour la mise à jour de la centrale a été effectuée par l'animateur local. Cependant la situation de cette dernière n'est pas encore élucidée.

Niger.

Les analyses pluridisciplinaires sont entreprises par le Secrétariat permanent du système d'alerte précoce (SAP). Ces analyses sont irrégulières et sont orientées vers l'alerte précoce.

Lors d'un séminaire récemment tenu à Niamey sur la production et la diffusion de l'information sur la sécurité alimentaire, il a été recommandé de réactiver et d'appuyer le groupe de travail interdisciplinaire chargé des analyses sur la sécurité alimentaire sous la coordination du SAP. Un programme de travail sera élaboré dans ce sens dès cette année.

Sur un autre plan, des analyses sectorielles sont entreprises au niveau de l'enquête agricole, du SIM céréales et du SIM bétail. Elles nécessitent cependant des améliorations.

La centrale d'information installée à la Direction des Etudes et de la programmation du ministère du Développement rural et de l'environnement a été mise à jour grâce à un programme de travail établi en collaboration avec l'ECA. Ce travail débouchera sur une analyse structurelle et prospective de la situation alimentaire du Niger durant la présente programmation.

Sénégal.

La section d'analyse située à la DISA est maintenant fonctionnelle. Elle prépare toutes les analyses pour les réunions du comité des experts qui est désigné pour assurer le rôle de comité de sécurité alimentaire. Cependant ces publications ne sont pas régulières bien qu'ayant été améliorées de part leur contenu et leur présentation.

Les produits des enquêtes (SIM bétail et marchés céréaliers) font également l'objet de publications mensuelles régulières dont la qualité est très appréciable.

Au niveau de la centrale d'information, il a été également entrepris un important travail de collecte de données sur des séries allant de 1960 à 1994. Une partie relative aux statistiques agricoles a été publiée en mars 1995.

Tchad.

Au Tchad, les dispositions avaient été prises pour mettre sur pied une équipe d'analyse à la DSA mais les multiples grèves qui ont handicapé le fonctionnement de l'administration ne leur ont pas permis d'aboutir. Actuellement ce sont les cadres supérieurs, tous statisticiens qui analysent les données des enquêtes agricoles. Les analyses intégrées pour le compte du comité de sécurité alimentaire n'ont pas pu avoir lieu cette année. Ces publications doivent être relancées en même qu'une amélioration de leur contenu et de leur présentation.

Par contre, les travaux de collecte de données pour la centrale ont débuté et une publication d'un annuaire statistique séries longues est prévue à cet effet.